Documents sauvegardés

Dimanche 5 avril 2026 à 20 h 14

1 document

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Libération (site web)

1 avril 2026

Financement de Stérin, dons défiscalisés et merchandising raciste : le business du collectif Némésis

«C’est un scandale, je ne vais pas laisser passer» . Joint par Libération , le député insoumis Eric Coquerel, président de la commission des finances de l’Assemblée nationale, tombe un peu ...

3

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l’utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

© 2026 Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20260401·LIF·0h5sycenujbb6bc2rsjonjl7o2y

Nom de la source
Libération (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Paris, Ile-de-France, France

Mercredi 1 avril 2026

Libération (site web) • 1041 mots

Financement de Stérin, dons défiscalisés et merchandising raciste : le business du collectif Némésis

Maxime Macé, Pierre Plottu

En exploitant le dispositif de défiscalisation des dons, le collectif d'extrême droite bénéficie de fait d'un financement public indirect, sans réaction pour l'heure de l'administration fiscale. Le président de la commission des finances insoumis, Eric Coquerel, a interpellé mardi 31 mars le gouvernement.

«*C'est un scandale, je ne vais pas laisser passer*». Joint par *Libération*, le député insoumis Eric Coquerel, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, tombe un peu des nues en découvrant que le collectif identitaire féminin Némésis permet à ses contributeurs de défiscaliser 66 % de leurs dons. En d'autres termes : l'association d'extrême droite s'est déclarée d'intérêt général et l'Etat n'a rien trouvé à y redire. Eric Coquerel annonce saisir l'administration fiscale et envoyer un courrier au ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, pour demander l'ouverture d'une enquête.

En 2021, *Libé*s'était déjà penché sur le business des dons défiscalisés au sein de la fachosphère. A l'époque, selon nos éléments, il apparaissait que la solidarité nationale finançait à hauteur d'au moins 12 à 15 millions d'euros des organisations d'extrême droite qui s'étaient autodéclarées *«d'intérêt général»* pour pouvoir profiter de cet avantage fiscal au nom de la «loi Coluche» de 1989. *«Quand vous créez un crédit d'impôt égal aux deux tiers des sommes versées, il s'agit bien d'une subvention»,*soulignait à l'époque le député centriste Charles de Courson.

Un état de fait qui perdure compte tenu du manque criant de moyens du fisc pour contrôler les associations concernées. Notamment pour le collectif Némésis, dont le site internet prévient les donateurs de la nécessité d'indiquer leur adresse pour obtenir un reçu fiscal. Et parmi ses généreux bienfaiteurs, les militants d'extrême droite peuvent compter sur le soutien financier du milliardaire réactionnaire Pierre-Edouard Stérin , comme *Libé*l'avait déjà révélé.

Discrète société d'Ille-et-Vilaine

Dans son courrier envoyé mardi 31 mars à David Amiel, le député Eric Coquerel s'étonne que l'association Féminines & Féministes (le volet légal du collectif Némésis) puisse bénéficier de cette défiscalisation. *«L'activité du collectif – vraisemblablement financé par cette association – relève, selon le ministre de l'Intérieur, des groupuscules de la mouvance identitaire. L'association en question agirait donc moins en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes qu'en soutien à des actions violentes visant des groupes de personnes à raison de leur religion ou de leur origine»,* souligne l'adresse au ministre.

Lors de la manifestation du collectif Némésis du 8 mars 2025, à Paris.
. *Cha Gonzalez*

«Si les donateurs de l'association Féminines & Féministes bénéficiaient de cette réduction d'impôt, l'Etat renon-

Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Documents sauvegardés

*cerait ainsi à la perception d'une partie de l'impôt au profit d'un organisme qui ne respecte pas les principes républicains et les critères prévus par la loi»,*poursuit le député de Seine-Saint-Denis. Avant de conclure en demandant à David Amiel de confirmer que les donateurs de Némésis bénéficient bien d'une réduction d'impôts et si l'association est fondée à délivrer des reçus fiscaux.

Pour gérer ses campagnes de dons, Alice Cordier, présidente des Némésis , a fait appel à une entreprise très liée à la mouvance d'extrême droite. La discrète société Adquis, installée à Redon en Ille-et-Vilaine. A sa tête, on retrouve Sterenn Mordrelle, fille de Tristan Mordrelle, toujours présent au capital d'Adquis, comme actionnaire majoritaire avec 1 200 des 2 600 parts sociales. Lui-même est le fils du collabo Olier Mordrel (Olivier Mordrelle de son vrai nom) condamné à mort par contumace à la fin de la Seconde Guerre mondiale (il fut gracié en 1971).

Tristan Mordrelle a longtemps été un des grands argentiers de l'extrême droite, spécialisé dans les levées de fonds. Il a notamment mis ses talents et sa société Omni Raise au service du mouvement néofasciste Bastion social (dissous en 2019) ou de SOS Chrétiens d'Orient, visé par une enquête pour complicité de crimes contre l'humanité pour ses liens avec le régime al-Assad. Plus récemment, en 2022, nanti d'un solide fichier de sympathisants d'extrême droite en quête de philanthropie orientée, il a œuvré pour Eric Zemmour lors de sa campagne présidentielle. Omni Raise a été fermée en 2024. C'est l'entreprise Adquis qui a pris la suite, s'installant à la même adresse dans les locaux laissés vacants à Redon. Contactée, la société n'a pas répondu aux questions de *Libé*.

«European sisterhood»

Pour financer ses actions d'agit-prop, Némésis compte aussi sur les cotisations de ses 400 adhérentes revendiquées. Son site ne mentionne pas le montant. Questionnée à ce sujet par *Libé*, Alice Cordier n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations. Si l'adhésion au groupuscule est réservée aux femmes, les hommes peuvent devenir *«sympathisants»*et participer moyennant finances (un don de 10 euros minimum) aux *«activités de Némésis»,* notamment en *«donnant des conseils, sur plusieurs aspects du fonctionnement de l'association, comme la veille médiatique ou la logistique».* Le statut de *«sympathisants»* donne également accès à des boucles Telegram fermées dont *l'Humanité* a révélé qu'elles sont un déversoir de messages à caractère raciste et antiféministe.

Une boutique en ligne propose également du merchandising siglé *«Némésis».* Goodies, autocollants, vêtements… Le sénateur RN Stéphane Ravier, condamné en février pour des faits de favoritisme concernant son activité de maire de secteur à Marseille (il a fait appel), a gentiment servi de mannequin. Une affiche met en avant la *«European sisterhood»,* une *«sororité européenne»* qui résonne avec l'Aryan Brotherhood néonazie et son corollaire identitaire *«European Brotherhood»*.

Une autre est même purement raciste. Elle montre une jeune femme blonde souriante saluer le passage d'avions de ligne avec en légende *«Air Bled - Afrique, Moyen-Orient, retour à l'envoyeur»,*évoquant ici la « remigration » des populations extra-européennes vers leur pays d'origine. Plus question ici uniquement de *«violeurs étrangers»* contre lesquels Némésis prétend lutter, mais de toute personne venant de ces régions du monde. Les dons servent-ils, aussi, à financer la production de ces visuels ? A cette question non plus Alice Cordier n'a pas répondu.

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/politique/financement-de-sterin-dons-defiscalises-et-merchandising-raciste-le-business-du-collectif-nemesis-20260401_H5SYCENUJBB6BC2RSJONJL7O2Y/

EUROPRESSE
UNE SOLUTION DE CISION
Ce document est réservé à l'usage exclusif de l'utilisateur désigné par UNIVERSITE-RENNES-2 et ne peut faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.